

G8

Rencontre de la société civile autour du G8 sous présidence allemande

■ Fabrice Ferrier, Responsable des programmes internationaux ■ Bonn, 25 et 26 avril 2007

Coordination SUD a participé à une rencontre autour des enjeux du G8 allemand à l'invitation de VENRO, la plate-forme nationales des ONG de développement allemandes et du Forum Umwelt und Entwicklung qui regroupe les ONG environnementales. Ce dialogue s'est tenu les 25 et 26 avril à Bonn et fut l'occasion pour les 300 participants d'ONG présents de prendre connaissance de la position officielle allemande sur le G8 qui se tiendra les 6/8 juin à Heiligendamm. Les ONG ont rencontré la ministre du développement et de la coopération économique, Mme Heidemarie Wieczorek-Zeul, le sous-sherpa M. Ullrich Bunterbusch et les 8 sherpas assurant le suivi direct des négociations :

1. Sherpa allemand: Dr. Bernd Pfaffenbach
2. Sherpa japonais : Masahuru Kohno
3. Sherpa italien : Stefano Sannino
4. Sherpa canadien: David Mulroney
5. Sherpa français : Maurice Gourdault-Montagne
6. Sherpa américain : David H. McCormick
7. Sherpa britannique : Oliver Robbins
8. Sherpa russe : Igor Shuvalov

Ces derniers ont confirmé les enjeux qui entourent ce G8 placé sous le thème de la "croissance et responsabilité" et qui s'articulera autour de 3 axes : croissance et investissement, réchauffement climatique et énergie et Afrique.

Il ressort que les déclarations se déclineront sous la forme suivante:

1er volet : Croissance et responsabilité dans l'économie mondiale :

- Agenda pour la croissance mondiale
- Stabilité systémique et transparence des marchés financiers
- Liberté d'investissement, environnement de l'investissement, et responsabilité sociale
- Promouvoir l'innovation – Protéger l'innovation
- Changement climatique et efficacité énergétique
- Responsabilité pour les matières premières

2ème volet : Croissance et responsabilité en Afrique :

- Renforcer la bonne gouvernance et les capacités institutionnelles
- Encourager l'investissement et la croissance économique durable
- Promouvoir la paix et la sécurité
- Amélioration des systèmes de santé et lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

A ce stade, Coordination SUD n'a eu connaissance que des seuls documents liés à l'investissement, les matières premières et le réchauffement climatique.

Le document relatif à la liberté d'investissement adopte un point de vue particulièrement offensif en faveur d'une libéralisation des investissements directs étrangers : « les restrictions à l'accès des IDE doivent seulement s'appliquer aux cas exceptionnels où la sécurité nationale est en jeu » indique la version officielle provisoire du communiqué dont nous avons pu prendre connaissance. Cette vision maximaliste d'une libéralisation des investissements (au sein des marchés émergents) rappelle de triste mémoire le défunt AMI (Accord multilatéral sur l'Investissement) et les questions de Singapour (refusés en bloc par les pays en développement à Cancun en 2003). Le document fait une nouvelle fois l'éloge des principes qui fondent le consensus dit de Washington pourtant maintes fois critiquées pour leur idéologisme : « Eriger des barrières et soutenir le protectionnisme aurait pour conséquence une baisse de la prospérité » indique l'article 2 du communiqué, sans faire mention de la moindre exception à cette règle prétendument universelle... Le texte indique par ailleurs que les pays émergents devraient offrir les mêmes garanties pour les multinationales des pays du G8 que celles qui sont accordées aux autres pays, sans tenir compte de la nécessaire protection des secteurs industriels et des services encore fragiles dans les pays émergents...

Deux points retiennent l'attention de Coordination SUD dans ce communiqué :

- la promotion des mécanismes de responsabilité sociale et environnementale des entreprises (lignes directrices de l'OCDE, Global compact des nations unies) sans toutefois pour l'heure retenir l'option d'un traité international contraignant encadrant l'activité des acteurs économiques globaux comme les ONG françaises le recommandent.

- la promotion des systèmes de protection sociale, même si en l'état, le document n'indique pas comment les pays membres du G8 entendent y contribuer de manière effective.

Le communiqué relatif au "changement climatique et à l'efficacité énergétique" sera au cœur de ce G8. Il fait l'objet d'une vive résistance de la part des américains dans la mesure où le document reconnaît la nécessité de prendre les mesures qui s'imposent pour combattre le réchauffement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et les dangers qu'occasionnerait un réchauffement climatique supérieur à deux degrés celsius par rapport à l'ère pré-industrielle. Au stade de rédaction du document dont nous avons connaissance, les pays du G8 s'engageraient à réduire de 50% les émissions de gaz à effets de serre par rapport à 1990, le pic des émissions devant être atteint dans les "10 à 15 ans". Un effort particulier est notamment demandé pour les pays en développement et nouvellement industrialisés en vertu d'un partenariat facilitant les transferts de technologie.

Le document considère également les marchés de droit d'émission et prévoit un élargissement des marchés par l'intégration de nouvelles règles de transparence et un planification à long terme. Le communiqué actuel mentionne également un soutien au "Forest Carbon partnership" et à la mise en œuvre d'instruments favorisant la préservation de la biodiversité et la lutte contre la déforestation. Mention est faite de l'impact du changement climatique auprès des pays en développement, qui pourront le cas échéant recevoir le soutien des pays du G8 dans le cadre de leur coopération bilatérale et multilatérale.

En matière d'efficacité énergétique, le communiqué indique pour l'heure que les pays membres du G8 s'engagent à ce que leur consommation énergétique baisse de 20% d'ici 2020 en prenant pour base la consommation actuelle par la mise en œuvre d'incitations fiscales, l'adoption de standards et de labels énergétiques et des accords non contraignants avec le secteur de l'industrie. Les pays en développement et émergents sont conviés à participer de cette démarche, avec un axe particulier mentionné sur les effets pervers du développement des bio-carburants (via la monoculture).

Le document "responsabilité et matières premières : transparence et croissance durable" initie un certain nombre de propositions visant à renforcer la transparence le secteur lié à l'extraction de matières premières, les flux commerciaux et financiers. Un appui financier et technique à destination des pays en développement pour encadrer les activités d'extraction minière est envisagé. Une initiative visant à certifier les processus d'extraction de matières premières est également envisagé, sur une base volontaire uniquement. Enfin, les pays du G8 entendent réaffirmer leur soutien à l'initiative EITI (Extractive Industries Transparency Initiative).

La rencontre entre ONG et décideurs a également été l'occasion aux organisateurs russes du « Civil G8 » de faire un bilan de l'organisation des précédentes rencontres qui ont accompagné la présidence russe et de rappeler la nécessité d'impliquer les organisations de la société civile dans le suivi du G8, à l'instar des G8 français et anglais et à la différence du G8 américain de Sea Island.

Les représentants du Forum ONG environnementales allemandes ont fait part de leur souhait de voir un accord, même à 7, sur le réchauffement climatique tandis que le Président d'ATTAC Allemagne, Peter Wahl rappelait à l'audience que le premier engagement de multiplier les initiatives en faveur des énergies renouvelables et la nécessité d'une moindre dépendance des pays du G7 aux ressources fossiles datait de... 1975, soit le 1er G7 de Rambouillet, en France...

Martin Khor, de Third world network a participé au panel sur l'économie mondiale et a saisi cette occasion pour rappeler les pressions auxquels sont soumis les pays en développement tant à l'OMC (demande de baisse drastique des barrières douanières sur les produits manufacturés et les services conte maintien de subventions internes élevés en matière agricole), accords de libre-échange bilatéraux, Accords de partenariat économique UE-ACP...

Mme Voré SECK, Présidente du REPAOC, Réseau des plates-formes nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre a saisi l'opportunité de cette rencontre pour d'une part regretter l'afro-pessimisme de certains participants et, d'autre part présenter la nouvelle coalition des plates-formes nationales d'ONG dont l'ambition est de favoriser une dynamique endogène et un

positionnement commun à 8 réseaux nationaux d'ONG œuvrant sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

KS Gopal, représentant de la plate-forme des ONG indiennes a pris la parole pour exprimer son étonnement de revoir surgir la question de la libéralisation des investissements dans les pays émergents à l'ordre du jour de la rencontre du G8 alors que le dossier semblait clos après le refus des questions dites de Singapour à l'OMC.

Coordination SUD a tiré profit de cette rencontre pour diffuser les positions des ONG françaises mobilisées autour du G8 auprès des sherpas et ministres présents ainsi qu'à la communauté présente des ONG. Avec ses homologues, les plates-formes nationales des pays du G7, Coordination SUD a été mandatés par ses consœurs pour rédiger une lettre aux chefs d'Etat et sherpas sur 3 enjeux spécifiques en cours de négociation : suivi des engagements de Gleneagles, réchauffement climatique, efficacité énergétique et développement, croissance et investissement.

Cette rencontre fut également l'occasion de poursuivre le partenariat qui lie Coordination SUD, le CONGAD et VANI, les plates-formes des ONG du Sénégal et d'Inde, convié à participer directement au suivi des négociations, les pays membres du NEPAD, et le G05, regroupement de pays émergents (Chine, Mexique, Brésil, Inde, Afrique du Sud) étant exceptionnellement convié à ce G8 sous présidence allemande.

Contact Coordination SUD

Fabrice Ferrier : ferrier@coordinationsud.org